

- 2) L'article 8 de la directive 2008/94 doit être interprété en ce sens que, afin de déterminer si un État membre a exécuté l'obligation prévue à cet article, les prestations de la pension légale ne peuvent pas être prises en compte.
- 3) L'article 8 de la directive 2008/94 doit être interprété en ce sens que, pour que celui-ci trouve à s'appliquer, il suffit que le régime complémentaire de prévoyance professionnel ne bénéficie pas d'une couverture financière suffisante à la date où l'employeur se trouve en état d'insolvabilité et que, en raison de son insolvabilité, l'employeur ne dispose pas des ressources nécessaires pour verser à ce régime des cotisations suffisantes pour permettre le paiement intégral des prestations dues aux bénéficiaires. Il n'est pas nécessaire que ces derniers établissent l'existence d'autres facteurs à l'origine de la perte de leurs droits à des prestations de vieillesse.
- 4) La directive 2008/94 doit être interprétée en ce sens que les mesures adoptées par l'Irlande, à la suite de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 25 janvier 2007, *Robins e.a.* (C-278/05), ne satisfont pas aux obligations imposées par cette directive et que la situation économique de l'État membre concerné ne constitue pas une circonstance exceptionnelle susceptible de justifier un niveau de protection réduit des intérêts des travailleurs en ce qui concerne leurs droits à des prestations de vieillesse au titre d'un régime complémentaire de prévoyance professionnel.
- 5) La directive 2008/94 doit être interprétée en ce sens que le fait que les mesures prises par l'Irlande à la suite de l'arrêt *Robins e.a.*, précité, n'ont pas eu comme résultat de permettre aux requérants au principal de percevoir plus de 49 % de la valeur de leurs droits accumulés à des prestations de vieillesse, au titre du régime complémentaire de prévoyance professionnel, constitue, en soi, une violation caractérisée des obligations de cet État membre.

(<sup>1</sup>) JO C 290 du 01.10.2011

**Arrêt de la Cour (grande chambre) du 23 avril 2013 — Laurent Gbagbo (C-478/11 P), Katinan Justin Koné (C-479/11 P), Akissi Danièle Boni-Claverie (C-480/11 P), Alcide Djédjé (C-481/11 P), Affi Pascal N'Guessan (C-482/11 P)/Conseil de l'Union européenne**

(Affaires jointes C-478/11 P à C-482/11 P) (<sup>1</sup>)

(Pourvoi — Politique étrangère et de sécurité commune — Mesures restrictives prises à l'encontre de personnes et d'entités — Article 263, sixième alinéa, TFUE — Délai de recours — Force majeure — Conflit armé)

(2013/C 171/12)

Langue de procédure: le français

#### Parties

Parties requérantes: Laurent Gbagbo (C-478/11 P), Katinan Justin Koné (C-479/11 P), Akissi Danièle Boni-Claverie (C-480/11 P), Alcide Djédjé (C-481/11 P), Affi Pascal N'Guessan (C-482/11 P) (représentant: L. Bourthoumieux, avocate)

Autre partie à la procédure: Conseil de l'Union européenne (représentants: B. Driessen et M.-M. Joséphidès, agents)

#### Objet

Pourvois formés contre les ordonnances du Tribunal de l'Union européenne du 13 juillet 2011, Gbagbo/Conseil (T-348/11), Koné/Conseil (T-349/11), Boni-Claverie/Conseil (T-350/11), Djédjé/Conseil (T-351/11) et N'Guessan/Conseil (T-352/11) par lesquelles celui-ci a rejeté comme étant manifestement irrecevables les recours des requérants tendant à l'annulation, d'une part, des décisions 2011/17/PESC du Conseil, du 11 janvier 2011 (JO L 11, p. 31), 2011/18/PESC du Conseil, du 14 janvier 2011 (JO L 11, p. 36), et 2011/221/PESC du Conseil, du 6 avril 2011 (JO L 93, p. 20), modifiant la décision 2010/656/PESC du Conseil renouvelant les mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte d'Ivoire, et, d'autre part, des règlements (UE) n° 25/2011 du Conseil, du 14 janvier 2011 (JO L 11, p. 1), et (UE) n° 330/2011 du Conseil, du 6 avril 2011 (JO L 93, p. 10), modifiant le règlement (CE) n° 560/2005 infligeant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Côte d'Ivoire, pour autant qu'ils concernent les requérants — Absence de notification individuelle de ladite décision — Cas de force majeure

#### Dispositif

1) Les pourvois sont rejetés.

2) MM. Laurent Gbagbo et Katinan Justin Koné, M<sup>me</sup> Akissi Danièle Boni-Claverie ainsi que MM. Alcide Djédjé et Affi Pascal N'Guessan sont condamnés aux dépens.

(<sup>1</sup>) JO C 6 du 07.01.2012

**Arrêt de la Cour (dixième chambre) du 25 avril 2013 — Commission européenne/Irlande**

(Affaire C-55/12) (<sup>1</sup>)

(Manquement d'État — Directive 2003/96/CE — Taxation des produits énergétiques et de l'électricité — Exonération du droit d'accise sur le carburant destiné aux véhicules à moteur utilisés par les personnes handicapées — Maintien de l'exonération après l'expiration de la période transitoire — Violation)

(2013/C 171/13)

Langue de procédure: l'anglais

#### Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: R. Lyal et W. Mölls, agents)

Partie défenderesse: Irlande (représentant: E. Creedon, agent)